

# La scission dans le Parti Socialiste (S.F.I.O.)

La crise ouverte dans le Parti socialiste S.F.I.O. fin mai 1958 vient de franchir une nouvelle étape au cours de son 50<sup>e</sup> Congrès. La minorité constituée par les militants qui s'étaient refusés à investir de Gaulle s'est étendue à la base et s'est manifestée non seulement par le nombre de fédérations qui ont pris parti pour le non au référendum, mais par la division qui s'est faite jour pour la première fois au sein de grandes fédérations aussi fidèles jusqu'alors à la direction Mollet que la Fédération du Nord.

Le caractère de cette minorité et ses objectifs politiques généraux se sont définis le plus clairement au travers des déclarations de Tanguy-Prigent et de Depreux: opposition irréductible à la consolidation du pouvoir fort dont l'acceptation de la Constitution réactionnaire proposée par de Gaulle sera une étape, lutte pour le maintien d'un Parti socialiste S.F.I.O. réellement « socialiste », c'est-à-dire au sens où l'entend Depreux, luttant pour assurer au sein du maintien de la démocratie bourgeoise (assemblée constituante élue démocratiquement), l'élaboration d'une Constitution qui « assurerait le passage pacifique du capitalisme au socialisme ». Nul doute que parmi les membres de la minorité un certain nombre de militants vont plus loin dans le sens de la nécessité d'une lutte révolutionnaire des masses travailleuses pour le renversement du capitalisme et l'instauration d'une république socialiste en France. Cependant, il est de fait que la ligne de scission du Parti socialiste actuel passe essentiellement entre Guy Mollet et son équipe de carriéristes prêts à poursuivre individuellement s'il le faut cette carrière aux postes que voudra bien leur offrir la dictature militaire qui veut s'affermir, et l'aile du Parti socialiste attachée aux traditions de ce parti ouvrier réformiste et qui voudra les maintenir dans la lutte contre la dictature.

L'extension de l'audience de cette aile actuellement minoritaire, la précision accrue de ses objectifs sont certes un facteur positif de l'évolution de la crise du Parti socialiste. Cependant par rapport au vote majoritaire antigauilliste qui au moment de l'investiture de De Gaulle avait contraint Mollet à offrir sa démission, il est certain que ce dernier a marqué des points. Non seulement il n'en est plus pour le moment à remettre sa démission, mais ce sont certains leaders de la minorité qui sont contraints de démissionner du Parti socialiste pour former un Parti socialiste S.F.I.O. autonome.

Pourquoi ce recul, même momentané? Pourquoi Guy Mollet réussit-il encore une fois à manœuvrer son parti pour faire passer sa politique de fourrier de la dictature?

Dans la période du 13 mai au 1<sup>er</sup> juin, la venue de De Gaulle au pouvoir apparaissait clairement comme le résultat immédiat du coup d'Etat fasciste d'Alger et la consécration de celui-ci; et ceci était une préfiguration saisissante de la dictature qui menaçait de s'instaurer en France et d'y détruire tous les aspects de la démocratie bourgeoise et en particulier l'existence des partis ouvriers et, partant, du Parti socialiste. Depuis, ceci a été estompé pour deux raisons principales: l'apathie prolongée des couches travailleuses qui n'a pas obligé d'une façon ouverte et brutale le nouveau régime à montrer son vrai visage (sauf en de rares occasions particulières, comme la manifestation du 4 septembre), la volonté évidente de la part de De Gaulle soutenu par Mollet de ne pas encourager en France même l'apparition ouverte des soutiens du régime fasciste d'Alger. Tout ceci a permis à un certain nombre de militants du Parti socialiste de rêver à la possibilité d'une continuation de la démocratie et de l'unité du parti au sein de cette démocratie, malgré le 13 mai, malgré De Gaulle, malgré la poursuite et l'intensification de la guerre d'Algérie. Ces illu-

sions persistantes ont rendu possible le retournement spectaculaire de Gaston Defferre prenant position pour le oui tout en atténuant ce retournement par une manœuvre à gauche dans la présentation de sa motion pour une solution en Algérie par la négociation « avec ceux contre qui l'on se bat ».

Cette manœuvre à gauche a bien entendu été saisie par l'équipe Guy Mollet (ralliement de Lejeune à la motion de compromis, silence avisé de Lacoste) et lui a épargné l'engagement d'une épreuve de force sur l'ensemble de sa politique de trahison depuis le 2 janvier 1956.

De telles manœuvres deviendront de plus en plus difficiles au fur et à mesure où le visage de la dictature, en particulier du fait de l'inten-

sification de la guerre d'Algérie, et à l'approche des difficultés économiques prévues pour la fin d'année, apparaîtra plus clairement dans des actes de violence anti-ouvrière et anti-démocratique. Le fossé s'approfondira entre l'équipe Mollet qui a choisi d'être partie prenante de cette dictature, et le Parti socialiste S.F.I.O. traditionnel. Les minoritaires qui ont aujourd'hui pris la décision de former un Parti socialiste S.F.I.O. autonome et une grande partie de ceux qui sont restés au sein du Parti socialiste se retrouveront alors rapprochés par les événements eux-mêmes dont la logique amènera inéluctablement le heurt brutal entre la dictature et les formes démocratiques qui semblent actuellement encore subsister.

S. MINGUET.

## Guy Mollet avait écrit à de Gaulle

Il n'était pas besoin des événements du 13 mai ap 1<sup>er</sup> juin 1958 pour prouver la trahison de Guy Mollet et son passage résolu au service des intérêts du capitalisme contre les travailleurs. Toute sa politique après les élections de janvier 1956, en particulier son action et celle de ses lieutenants Lacoste et Lejeune contre le peuple algérien en lutte pour son indépendance, le prouvait amplement. Cependant, la récente publication de sa lettre à De Gaulle, du 25 mai, éclaire particulièrement le rôle contre-révolutionnaire qu'il s'est donné pour mission de jouer et qui le conduira à être demain le Déat du régime de la dictature.

Dans cet appel angoissé au sauveur suprême, Mollet lui explique en substance que la grande affaire est la lutte qu'il lui offre de mener ensem-

ble contre le communisme. Tout ce qu'il peut reprocher aux fascistes d'Alger, c'est seulement d'être des « fous » qui, par leurs outrances, risquent d'offrir un tremplin aux communistes, alors que lui, Mollet, s'offre au Général comme un allié beaucoup plus sûr et plus malin pour l'aider à assoir son pouvoir sans provoquer de sursaut de la classe ouvrière. L'ennemi principal, ce n'est pas le fascisme d'Alger, seulement taxé de maladresse, c'est le communisme, les bolchevik, qu'il tente, comme tous les démagogues de différencier « des centaines de milliers de braves gens qui les suivent sans être de leurs ».

Or, Guy Mollet sait parfaitement que rien dans la politique de la direction du Parti Communiste Français (qui n'a hérité des bolcheviks que le nom et n'applique qu'une politique stalinienne visant non pas à élever le degré de combativité des masses ouvrières mais à manœuvrer celles-ci au gré des nécessités de la politique étrangère du Kremlin) n'a rien fait pendant cette période éritique du 13 mai-1<sup>er</sup> juin pour galvaniser les énergies ouvrières contre la montée au pouvoir de De Gaulle. Ce qu'il craignait, en réalité, c'est que ces « centaines de milliers de braves gens », devant le visage menaçant du fascisme qui apparaissait sous les traits des Massu, Soustelle et de leurs agents dans l'armée et la police, ne prennent eux-mêmes en mains la défense de leurs intérêts et de leurs libertés démocratiques; qu'avec les militants du Parti Communiste Français et des autres organisations ouvrières, ils bousculent la politique des directions de ces organisations, les obligeant à une lutte révolutionnaire contre le fascisme et balayant ceux qui comme lui, Mollet, préfèrent s'entendre avec Soustelle contre la classe ouvrière. C'est d'un tel sursaut des masses qu'il avait peur, et c'est contre ce sursaut qu'il suppliait de Gaulle de bien vouloir tancer ses lieutenants trop ardents d'Alger et d'Ajaccio.

Cette lettre rend encore plus infâme l'hypocrite déclaration qu'il faisait au 50<sup>e</sup> Congrès du Parti Socialiste en justifiant son action pour l'investiture de De Gaulle par le « fait douloureux » que la classe ouvrière n'eut pas bougé contre un pronunciamiento des colonels. Le 25 mai encore, il avait peur de ce mouvement de la classe ouvrière et c'est pour l'éviter qu'il appelait De Gaulle. La puissante manifestation du 28 mai, durant laquelle des centaines de milliers de travailleurs criaient des mots d'ordre qui n'étaient pas ceux de la direction du Parti Communiste Français n'a pu sans doute que l'en persuader et le décider définitivement à pousser De Gaulle au pouvoir, sans que celui-ci ait daigné répondre à sa demande de désaveu de l'action d'Alger et d'Ajaccio.

### ABONNEZ-VOUS

à « La Vérité des Travailleurs »  
bi-mensuelle à 12 pages  
— 6 mois: 12 numéros .. 400 fr.  
— 1 an: 24 numéros .... 800 fr.  
— Sous pli fermé, respectivement. . . . .800 et 1.600 fr.  
Réglez par mandat:  
C.C.P. 6965-68 Paris  
64, rue de Richelieu, Paris-2<sup>e</sup>.

### LA VERITE DES TRAVAILLEURS

#### PERMANENCE

64, rue de Richelieu  
PARIS (2<sup>e</sup>)  
RIC. 03-52 et la suite  
Métro: Bourse  
Semaine, de 17 h. à 19 h.  
le samedi, tout l'après-midi

Le prochain Numéro de

« La Vérité des Travailleurs »

LE 4 OCTOBRE